

Dienst für europäische wirtschaftl. Zusammenarbeit			
Nr.	5.0		
16. März 1954	??	aa	
<i>HE</i>	<i>Wag</i>	<i>HC</i>	

VertraulichP R O T O K O L L

der Sitzung der nationalrätlichen Zolltarif-
kommission vom 4./5. März 1954 in Bern Parla-
mentsgebäude, Zimmer Nr.86

Vorsitz:

Nationalrat Dr. Th. Holenstein

Anwesende Kommissi-
onsmitglieder:

Albrecht, Aeschbach, Bühler-Uzwil, Crittin,
Dellberg, Devenoge, Duttweiler, Eder,
Eugster, Graber, Grandjean, Gysler, Hack-
hofer, Hauser, Hess, Moulin, Obrecht,
Reichling, Rosset, Ryser, Schmid,
Schümperli, Stähli, Steiner, Tuchs Schmid.

Ihre Abwesenheit ent-
schuldigten die Kommissi-
onsmitglieder:

Graedel, Maspoli, Triebold.

Anwesend sind auch
die Herren:

Bundespräsident Rubattel,
Minister Hotz (nur am 4.)
Minister Troendle,
Direktor Zipfel (nur am 4.)
Generalsekretär Péquignot (nur am 5.),
Sektionschef Redli (nur am 4.).

Protokoll:

Fürsprech Brunner, Handelsabteilung.

TRAKTANDEN :

1. 48. Bericht des Bundesrates über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland.
2. Bericht des Bundesrates über die bisher gestützt auf den Beschluss der Bundesversammlung vom 26. April 1951 getroffenen Massnahmen zur Sicherstellung der Landesversorgung in unsichern Zeiten.
3. Botschaft betreffend die Verlängerung des Beschlusses vom 26. April 1951.
4. Stand der Schweiz innerhalb der OECE und der EZU.
5. Schweizerisch-französische Wirtschaftsbeziehungen.
6. Schwierigkeiten im Uhrenexport nach USA.
7. Nationalisierungsabkommen mit verschiedenen Oststaaten. Stand der Abwicklung.
8. Handelsvertrag mit der Tschechoslowakischen Republik.



Beginn der Sitzung: 10.00 Uhr

M. Rubattel, président de la Confédération, remercie M. le Ministre Jean Hotz de sa longue et féconde activité en qualité de Directeur de la Division du commerce et de négociateur d'accords commerciaux.

Tractanda 1 et 7.

Le Président de la Confédération:

Les exportations de l'année 1953 ont atteint un chiffre record de 5'164,6 millions de francs (1952: 4'749 millions) tandis que les importations ont légèrement baissé: 5'070,7 millions (1952: 5'206 millions), d'où un excédent de la balance commerciale en notre faveur, ce qui est un fait exceptionnel. L'excédent s'élève à 93,9 millions de francs. L'activité économique reste bonne. Le nombre d'étrangers et de saisonniers qui travaillent en Suisse est toujours élevé. Le chômage est pratiquement inexistant. Le revenu national a encore augmenté et ressort à 22 milliards de francs. Le marché de l'argent reste très liquide. Les industries d'exportation rencontrent des difficultés accrues sur les marchés étrangers, ce qui est dû spécialement à la concurrence allemande. C'est surtout le secteur des machines qui subit le contre-coup le plus dur et d'où proviennent des plaintes très vives. Pour illustrer les efforts déployés par l'industrie allemande, je vous cite le passage suivant d'un discours de M. Fritz Berg, président du "Deutsches Industrieinstitut": "Wir kommen allmählich wieder zu einer normalen Wachstumsrate wie vor dem Kriege. Der Index unserer Produktion ist von 1948 auf 1949 um etwa 43% gestiegen, von 1951 bis 1952 nur mehr um 7 %. Für 1952 auf 1953 schätzt man die Steigerung noch auf 6 %. Damit haben wir einen recht hohen Stand erreicht. Es gilt nun, ihn mit allen Mitteln zu unterbauen und zu festigen."

L'industrie qui travaille pour la consommation interne subit également la concurrence de l'étranger en raison de notre politique de la porte ouverte. Les matières premières sont disponibles en quantité suffisante. La situation n'est donc pas inquiétante. Une certaine régression de la réserve de commandes ne serait d'ailleurs pas anormale ni grave. Nous n'interviendrons pas en faveur d'une augmentation de l'activité aussi longtemps que cela ne sera pas justifié. Dans le bâtiment, l'activité restera grande pendant l'année 1954, vu l'abondance des capitaux disponibles. Le "gentleman agreement" conclu en 1951 entre les banques et tendant à limiter les crédits destinés à la construction d'immeubles sera probablement prolongé. L'in-

dustrie hôtelière a également connu une année florissante, avec un total de 22,3 millions de nuitées (1952: 21,6 millions). Toutefois, l'hôtellerie de montagne souffre encore de la longue période de crise qu'elle a subie avant la guerre et pendant les années de guerre. Un projet de modernisation de ces hôtels avec l'appui de la Confédération a été élaboré. M. Zipfel, Délégué aux possibilités de travail, a soumis ce projet à une étude approfondie. Nous nous réservons la possibilité d'entreprendre une oeuvre de cette envergure au moment où l'occupation sera moins forte.

En résumé, il y a lieu de relever que la situation reste bonne aussi bien en ce qui concerne le commerce extérieur que le marché interne. Les réserves de crise augmentent régulièrement. Elles atteignaient un montant de 161 millions de francs au 28 février dernier, dont 34 millions pour l'industrie horlogère. Un arrangement est en voie d'élaboration pour permettre en cas de crise d'intervenir en faveur des ouvriers horlogers frappés de chômage.

Dans le secteur agricole, le marché du bétail de boucherie traverse des difficultés; les raisons en sont connues. Sous réserve de circonstances nouvelles, nous espérons cependant arriver bientôt à une stabilisation de la situation. Cette entreprise d'élimination a coûté cher. Elle a été critiquée vivement, mais on peut constater qu'elle a atteint son but. Le reproche de dumping qui nous a été fait du côté italien était sans fondement. La situation est difficile dans le secteur du lait, dont la production est en constante augmentation depuis le mois de novembre. A l'exportation, nous rencontrons également de grandes difficultés, surtout en ce qui concerne les fromages en boîtes. Ces difficultés proviennent de la saturation des marchés, approvisionnés par nos concurrents à des prix très inférieurs aux nôtres. Des mesures sont en préparation pour parer à cette situation. Nous nous proposons de relever le prix d'entrée des fourrages et concentrés, mais nous exigerons aussi des efforts supplémentaires des intéressés et de leurs associations pour organiser le marché laitier d'une façon mieux appropriée. La situation est délicate.

La commission d'experts pour le nouveau tarif douanier a tenu 24 séances au courant de l'année dernière. Jusqu'à maintenant 1200 positions ont pu être mises au point. Nous espérons avoir terminé les travaux préparatoires pour la fin de cette année, de sorte qu'à cette date nous serons probablement à même de disposer d'un projet complet.

Le système des trois phases présentait une lacune sérieuse. Les importations de fruits pendant la première phase étaient parfois excessives et les excédents apparaissaient sur le marché pendant la troisième phase, au moment où les récoltes indigènes suffisaient largement à la consommation du pays. Le but de la nouvelle loi sur l'agriculture était ainsi contrecarré dans une certaine mesure. Nous avons apporté à ce système un correctif pour combler cette lacune en ajoutant à l'article 25 de l'ordonnance générale un quatrième alinéa, dont la teneur est la suivante:

"Lorsque l'importation est réglée conformément aux 1^{er} et 2^e alinéas, la délivrance des permis peut être subordonnée à la condition que la marchandise ne soit pas stockée au-delà d'une certaine durée."

Les conditions prévues pour la délivrance des permis d'importation ne sont pas obligatoirement imposées dans tous les cas. Il convient en effet de tenir compte de toutes les circonstances particulières. Cette nouvelle mesure ne sera pas un remède à tous les maux, mais nous pensons avoir, de cette manière, amélioré le système.

Nos relations avec les Etats de l'Est

Dès le moment où apparurent quelques nouvelles possibilités d'intensifier les relations commerciales avec les Etats de l'Est, nous nous sommes penchés sur ce problème. La Russie a récemment conclu des accords avec la Finlande, l'Islande, la Grèce, la République Argentine, la France, l'Italie, la Belgique, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Inde, Israël, la Norvège et la Suède. Les produits les plus importants prévus pour être livrés par la Russie sont notamment le pétrole et ses dérivés, le charbon, différentes matières premières, mais aussi des produits industriels, des machines, des automobiles, des tracteurs, etc. D'après les renseignements que nous avons reçus, il semble que les Russes, pour la conclusion de leurs accords, ne s'inspirent pas uniquement de l'intérêt économique de l'Union soviétique. Ils ont traité en premier lieu avec les Etats satellites, puis avec les pays à régime capitaliste que l'Union soviétique a un intérêt politique à favoriser, enfin avec divers pays occidentaux que les Soviets cherchent à soustraire à l'influence des Etats-Unis. Nous suivons l'évolution de très près.

- 5 -

Nos échanges commerciaux avec les Etats de l'Est subissent une baisse. C'est ainsi que les importations et les exportations ont sensiblement diminué depuis 1949. La Chine représente un cas spécial. Pendant le premier semestre 1953, nous avons pu réaliser des exportations pour 67 millions de francs, dont 50 millions pour les montres.

Quant aux comptes de nationalisation il y a lieu de constater qu'une grande partie des indemnités a déjà été payée. L'indemnité due par la Yougoslavie est de 75 millions de francs dont 39,3 millions de francs échus sur lesquels 16,9 millions payés. La Pologne doit en tout 53,5 millions dont 15,4 millions échus sur lesquels 9 millions payés. La Tchécoslovaquie doit 71 millions dont 45 millions échus et entièrement payés. La Hongrie doit 30 millions dont 16 millions échus et entièrement payés. La Roumanie doit 42,5 millions dont 35,2 millions échus et entièrement payés. La totalité des indemnités se monte à 271 millions de francs dont sont échus 151 millions et payés 122,5 millions.

Quant à l'évolution générale de l'économie américaine, il ressort des données qui sont à notre disposition que quelques productions (aciéries, automobiles) ont baissé. Il semble en effet qu'une certaine régression se dessine. On ne saurait cependant parler de crise. Je me permets de citer les conclusions que le président de la Direction générale de la Banque nationale suisse a tirées de sa récente visite aux Etats-Unis: "Ce qu'on voit en Amérique ce sont des symptômes d'une situation économique en train de se modifier et d'un ralentissement du rythme de la production dans divers secteurs sans pourtant qu'on puisse discerner déjà maintenant une ligne nette et claire dans cette évolution. Je suis rentré de mon voyage en rapportant l'impression qu'à l'heure actuelle on ne saurait formuler sur la situation un jugement pessimiste fondé sur la prévision d'une crise, mais qu'on serait bien inspiré en se préparant à assister à des fléchissements dans les affaires internationales."

Le marché des bas nylon après le relèvement des droits de douane s'est développé comme suit: les importations, bien qu'en régression, sont restées très importantes. La baisse s'est produite surtout au détriment

- 6 -

des qualités les moins bonnes, de sorte que le réajustement du droit d'entrée a eu surtout pour effet d'éliminer les importations de bas de qualité inférieure. Cette mesure n'a pas eu, comme certains milieux l'avaient craint, de répercussions en Amérique.

Quant au contrôle des prix à l'importation pour certains tissus venant de l'Est (ceux dont le prix est de 25 % au-dessous des prix suisses), il y a lieu de relever que la situation s'est normalisée. En outre, l'Autriche et Israël ne font plus partie des pays dont les produits tombent sous l'application de cette mesure.

Nous vous proposerons de prolonger la durée de l'arrêté de 1933/39 concernant les mesures de défense économique envers l'étranger sous sa forme actuelle pour une période d'un ou de deux ans. L'arrêté ne répond plus aux exigences actuelles. Pour le secteur de l'agriculture il est devenu superflu. Pour assurer le ravitaillement du pays et prévenir le chômage, des mesures spéciales sont en préparation. La révision de cet arrêté, qui nécessitera un certain temps, fera disparaître les "petits pleins pouvoirs" du Conseil fédéral.

Allgemeine Aussprache zum Traktandum 1

Schmid:

Im Zusammenhang mit den Bemerkungen zum Drei-Phasen-System würde es interessieren, etwas über die weiteren Untersuchungen und den Prozess in der Angelegenheit Saxon zu vernehmen.

Beachtung wird man auch der Frage schenken müssen, inwiefern die Einfuhrregelung in der zweiten Phase unter den in Aussicht genommenen Auflagen Einfluss hat auf die übersetzten Preise, die für inländische Waren im ersten Stadium (primeurs-Artikel) z.T. verlangt werden.

Reichling:

Man muss mit gemischten Gefühlen davon Kenntnis nehmen, dass das Bauvolumen für 1954 noch grösser sein wird als dasjenige für 1953. Dieser Umstand ist geeignet, die Kalamität der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte noch zu erhöhen. Allein im Kanton Zürich sind von 5000 landwirtschaftlichen Dienstboten 2800 Ausländer.

Die Hotellerie hat, wie wir vernommen haben, im Jahr 1953 ein Konjunkturoptimum erlebt. Es ist daher nicht recht verständlich, dass aus diesen Kreisen eine Intervention gegen die Schutzmassnahmen zugunsten der Landwirtschaft erfolgt ist, umso weniger, als die Hotellerie sich verschiedentlich wenig Mühe gibt, beim Absatz von Schweizerobst und Schweizerkäse mitzuwirken.

Es wird jetzt offenbar, dass der angesetzte Termin für den Beginn der Bezahlung der Milch nach Qualität mit dem 1. Mai 1958 zu früh gewählt worden ist, indem die Frist von Anfang an zu kurz bemessen wurde. Die Situation im Milchproduktenmarkt wird von der Rekordeinfuhr an Milchprodukten im Laufe des vergangenen Jahres und der eigenen erhöhten Produktion nachteilig beeinflusst. Während vor dem Krieg beispielsweise 77 Tonnen Trockenmilch jährlich importiert wurden, stieg diese Menge im Jahr 1953 auf 2500 Tonnen. Auch bei der Kondensmilch ist eine gewaltige Steigerung von 5 Tonnen vor dem Krieg auf 1632 Tonnen im Jahre 1953 zu verzeichnen. Dabei erfolgen die Importe aus Dänemark und den Niederlanden auf Grund derart ungleicher Arbeitsbedingungen, dass man ruhig von einem unechten Dumping sprechen kann. Hinzu kommt, dass teilweise, z.B. bei der Buttereinfuhr aus Holland, sogar ein echtes Dumping betrieben wird. Die Frage drängt sich daher auf, ob bei Milchprodukten nicht das Leistungssystem eingeführt werden soll. Nachdem wir diese Position autonom liberalisiert haben, hätten wir diesbezüglich freie Hand.

- 8 -

Auch die Marktüberschwemmung durch den Tilsiterimport wirkt sich nachteilig aus. Wenn auch noch ein gewisser Saldo an Mehrexport für Milchprodukte besteht, so ist er doch gegenüber der Vorkriegszeit stark zurückgegangen.

Mit Befriedigung nimmt man von den Fortschritten der Arbeiten an der Zolltarifrevision Kenntnis und dass der Entwurf Ende 1954 freitiggestellt sein sollte. Im Landwirtschaftssektor ist es äusserst wichtig, dass als Korrelat zur teilweisen Liberalisierung ein angemessener Zollschatz gewährt wird.

zu Schmid

Uebersetzte Preise für schweizerische Primeurs gehören der Vergangenheit an, da der Markt ja bereits 4 Wochen vor der schweizerischen Ernte mit ausländischen Produkten beliefert wird, wobei das Ausland in doppelter Beziehung im Vorteil ist, da es erstens früher ernten kann und zweitens über billigere Produktionskosten verfügt. Mit dem Art. 25 Abs. 4 der allgemeinen Landwirtschaftsverordnung vom 21. Dezember 1953 soll nunmehr wenigstens einer dieser beiden Vorteile ausgeglichen werden. Darüber hinaus wird schon während der ersten Phase vermehrt auf den Inlandanfall Rücksicht genommen werden müssen.

Moulin:

Le Conseil fédéral admet dans son rapport que le but de la nouvelle loi sur l'agriculture a été contrecarré dans une certaine mesure. La proposition avait été faite de limiter les importations déjà pendant la première et la deuxième phase en les adaptant aux besoins réels. Malheureusement cette proposition a été rejetée. Les producteurs restent inquiets malgré le correctif apporté par l'article 25, al. 4.

Duttweiler

vermisst im Bericht ein Kapitel über den Kapitalexport. Er beantragt, dass an der nächsten Sitzung der Kommission wiederum ein Bericht über dieses Problem erstattet werde. Die Frage der Zinsentwicklung hat vor allem für kleine Rentner und Sparer eine grosse Bedeutung. Um dem Kapitalmarkt eine gewisse Entlastung zu bringen, könnte auch der Bau und Erwerb von Schiffen auf Schweizerrechnung wiederum ermutigt werden.

Es ist beunruhigend, dass in der Handelsbilanz die Ausfuhr überwiegt. Es stellt sich daher die wichtige Aufgabe der Förderung der Einfuhr, ohne die Inlandwirtschaft zu beeinträchtigen.

Der Prozentsatz der für den Export beschäftigten Arbeiter hat nochmals zugenommen und dürfte jetzt ca. 33 % betragen.

Deutschland hat dank seiner Liberalisierung gegen aussen und seiner liberalen Wirtschaftspolitik im Innern erstaunliche Erfolge zu verzeichnen gehabt. Die Schweiz sollte ihre liberale Haltung in der Aussenpolitik in vermehrtem Masse auch auf die innere Wirtschaftspolitik ausdehnen. Je mehr sich die Verhältnisse normalisieren, umso mehr wird auf die Leistungsfähigkeit abgestellt werden müssen, wobei die Verringerung der Margen erstes Ziel ist. Mit Genugtuung kann konstatiert werden, dass eine bessere Verteilung des Nationaleinkommens vor sich geht.

Es ist sehr begrüßenswert, dass die Arbeit der Zolltarifexpertenkommission Fortschritte macht. Immerhin wäre es erwünscht, wenn auch die parlamentarischen Kommissionen bereits mit der abschnittweisen Beratung beginnen könnten. Dadurch würde Zeit gespart und vermieden, dass später die Kommission über die ganzen 3600 Positionen gleichzeitig beraten muss. Eine intensive Beratung des Entwurfes wird auch im Schosse der parlamentarischen Kommissionen notwendig sein, um das auf Grund eines Interessenclearings zustande gekommene Werk zu überprüfen.

Hinsichtlich der Situation im Sektor der Milchprodukte muss festgestellt werden, dass die Käseunion leider keine günstigen Absatzvoraussetzungen weder im In- noch im Ausland geschaffen hat. Insbesondere ist die Preisfestsetzung durch eine halbstaatliche Monopolorganisation widersinnig. Der Preis sollte sich vielmehr frei nach der Marktlage entwickeln können. Grundsätzlich sollte jedoch der Konsument den Preis machen können, vor allem in Zeiten des Ueberflusses. Eventuell empfiehlt es sich auch, für Käse eine Exportsubvention auszuschütten, um durch eine vermehrte Käseproduktion die Einfuhr der vorteilhafteren und billigeren ausländischen Butter zu ermöglichen. Die Mittel für diese Subvention könnten dabei aus der Preisdifferenz zwischen der billigeren ausländischen und der teureren inländischen Butter geschöpft werden. Dazu würde die Schweiz ein handelspolitisch wertvolles Einfuhrgut erhalten. In der Schweiz ist vor allem auch die Kochbutter viel zu teuer. Der Massenkonsum wird verloren gehen. Man muss nur an das Aufkommen des Margarinekonsums in den Vereinigten Staaten denken. Eine ähnliche Entwicklung droht auch in der Schweiz. Nebst den Preisen spielt allerdings auch die Qualität, d.h. der Vorzug gewisser Kreise für vegetabilische Fette, eine Rolle.

Auch bei Früchteimporten sollte das Leistungssystem vermehrt angewendet werden. Damit wäre auch das Problem der Walliser Aprikosen zu lösen. In den Kreisen der heutigen Landwirtschaftsführung herrscht jedoch eine Konsumentenfeindlichkeit. Hier bedarf es einer geistigen Umstellung, wenn nicht ein noch grösseres Malaise geschaffen werden soll. Die Probleme können nämlich nur über den Absatz gelöst werden. Im allgemeinen darf jedoch festgestellt werden, dass unsere Wirtschaftspolitik sehr gut geführt ist.

Le Président de la Confédération:à Schmid

L'affaire de Saxon est de la compétence du Département de Justice et Police. Je m'informerai sur l'état actuel de la procédure et vous renseignerais par lettre particulière. Si des prix exagérés étaient demandés pour des primeurs, l'arrêté sur le contrôle des prix permettrait d'intervenir.

à Reichling

L'action actuelle de l'O.E.C.E. tend à la libération. Cette organisation demande même que la Suisse augmente son taux. Cependant, nous sommes résolus à tenir la promesse que nous avons donnée à l'agriculture quant à la limite de la libéralisation des produits agricoles. Pour autant que je le sache, une seule variété de pommes (Reinette du Canada) est restée dans une certaine mesure sur le marché. Nous avons fait tout notre possible pour en faciliter l'écoulement. Ce n'est cependant pas la tâche de l'Etat d'organiser la propagande nécessaire et de vendre. Ce rôle incombe à la production.

à Moulin

Il sera nécessaire que du côté des producteurs une série de mesures supplémentaires soient prises.

à Reichling

Les résultats de l'action d'élimination du bétail tuberculeux sont meilleurs qu'on ne le pensait. Les progrès réalisés sont satisfaisants, de sorte qu'il n'est pas impossible que l'on arrive tout de même en 1958 au but recherché.

En ce qui concerne l'importation de produits laitiers, il faut souligner que nous dépendons pour l'écoulement de nos produits agricoles de pays qui nous en fournissent traditionnellement. La moindre mesure de restriction provoquerait des contre-mesures qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques.

à Moulin

Il y a un malentendu. Il s'agit bien d'une nouvelle limitation mais pas d'une condition absolue. Il est impossible d'adapter absolument l'importation déjà pendant la première phase aux besoins du pays par le simple fait qu'on ne peut pas déterminer ces besoins, qui dépendent trop de facteurs imprévisibles.

- 11 -

à Duttweiler

Le problème de l'exportation des capitaux a été traité lors de la session de cette commission des 27/28 avril 1953 à Genève. Je ne m'oppose pas à ce que ce problème soit de nouveau mis à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

Quant à la capacité de transport de la marine marchande suisse, il est exact qu'elle a diminué de 200'000 tonnes à 160'000 tonnes à la suite de ventes de bateaux. Une nouvelle action pour augmenter le tonnage est à l'étude.

Il serait prématuré et inopportun que les commissions des douanes des Chambres fédérales participent déjà maintenant aux travaux pour le nouveau tarif douanier avant qu'un projet définitif soit mis au point par la commission d'experts.

Die Eintretensdebatte wird geschlossen. Es liegt kein Nichteintretensantrag vor.

Detailberatung

Abschnitt I, Einfuhrbeschränkung, wird ohne weiteren Kommentar genehmigt.

Unterbruch der Sitzung: 12.30 Uhr - 15.00 Uhr.

Abschnitt II, ZahlungsverkehrA) AllgemeinesDuttweiler:

Wie hat sich die Abwicklung unseres Zahlungsverkehrs über die Europäische Zahlungsunion auf den Beschäftigungsgrad der Schweizerischen Verrechnungsstelle ausgewirkt?

Minister Hotz:

Leider hatte dies keine Verringerung der Arbeitslast zur Folge. Der multilaterale Verkehr muss nämlich ebenso wie der bilaterale überwacht werden. Im Gegenteil war es sogar notwendig, die Kontrollen teilweise zu verschärfen, um Missbräuche abzustellen.

B) Verkehr mit den einzelnen Ländern1. ArgentinienBühler:

Nachdem sich die Lage in Argentinien offenbar bessert, darf wohl auch mit einer Verbesserung unserer Handelsbeziehungen gerechnet werden. Sind die entsprechenden Bindungen bereits enger geknüpft worden?

Le Président de la Confédération:

Les contacts avec ce pays n'ont jamais été interrompus. Une certaine amélioration peut être constatée. En outre, le Conseil fédéral a nommé un délégué spécial pour l'Amérique latine en la personne de M. Stopper. Nous suivons ce problème de très près.

2. Bulgarien: Ohne Bemerkung genehmigt.

3. Dänemark: Ohne Bemerkung genehmigt.

4. Deutschland:

Reichling:

Der Bericht erwähnt die Heraufsetzung der Ausfuhr-

- 13 -

kontingente von 110,4 auf 119,9 Mio. DM, also um ca. 9 Mio. DM, während aus den folgenden beispielsweise Erwähnungen sich bedeutend höhere Beträge ergeben würden. Liegt hier etwa ein Verschieb vor?

Duttweiler:

Es ist sehr erfreulich, dass Deutschland auch auf dem Sektor der Reisedevisen zu einer so weitherzigen Zuteilungspolitik übergegangen ist. Demgegenüber nimmt es sich schlecht aus, dass in der Schweiz, die doch ein traditionelles Reiseland darstellt, die Passgebühren der zuständigen kantonalen Behörden sehr hoch sind. Das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement hat wohl einmal ein Kreisschreiben erlassen, mit welchem es eine Herabsetzung dieser Gebühren befürwortete. Dies scheint jedoch ohne Wirkung geblieben zu sein. Es dürfte angezeigt sein, dass die Schweiz als typisches Reiseland auch in dieser Beziehung mit dem guten Beispiel vorangeht und Auslandsreisen durch eine Herabsetzung der für die Ausstellung und Verlängerung von Pässen geforderten Gebühren erleichtert. Wenn für die Verabfolgung eines Passes von einer Familie Fr. 50.-- und mehr bezahlt werden müssen, so ist dies einfach zu viel.

Le Président de la Confédération:
à Duttweiler

Ce problème est de la compétence du Département de justice et police. Je me chargerai de lui donner connaissance de votre désir.

Minister Hotz:

zu Reichling

Die Differenz in der Berechnung der Kontingenterhöhung resultiert daher, dass Deutschland eine Reihe bisher kontingentierter Waren neu liberalisiert hat. Die Kontingentsliste wurde um diese Positionen entlastet, sodass auch die massiven Erhöhungen einiger Positionen im Gesamten nur eine Erhöhung um 9 Mio. DM mit sich brachten.

5. Finnland: Keine Bemerkungen.

6. Frankreich:

Reichling:

Es besteht ein Briefwechsel, der ein Apfelkontingent vorsieht. Trotzdem hatten wir infolge der Sperre der französischen Grenze grosse Schwierigkeiten beim Absatz von Kanada-Reinetten.

Duttweiler:

Vor ca. einem halben Jahr konnte der Presse entnommen werden, dass dank einer persönlichen Intervention von Herrn

Bundesrat Petitpierre die handelsvertragliche Situation mit Frankreich gerettet worden sei. Trotzdem traten in der Folge Schwierigkeiten beim Export von Käse und Äpfeln auf. Wie verhält es sich damit?

Wie steht es im weiteren mit den an die Charbonnages de France unter Bundesgarantie geleisteten Krediten? Sind ev. weitere Garantien für ähnliche Privatanleihen gewährt oder in Aussicht genommen worden?

Le Président de la Confédération:

à Reichling

Il est exact qu'un contingent de pommes a pu être obtenu lors des négociations. Néanmoins la France n'a pas ouvert sa frontière. D'après les nouvelles que nous possédons, cela sera le cas seulement au début de ce mois. Malgré les plus grands efforts de nos négociateurs, nous n'avons pu arriver à un résultat meilleur. La France applique la même méthode que la Suisse pour l'ouverture de ce contingent, c'est-à-dire elle attend que l'écoulement de ses propres produits soit assuré.

à Duttweiler

La question est déjà l'objet d'une interpellation et d'un postulat déposés au Conseil des Etats par M. Klöti et, si ma mémoire est bonne, il existe également une interpellation analogue d'un membre du Conseil national. Nous nous proposons en conséquence de donner une réponse y relative au cours de la prochaine session.

Aucune nouvelle garantie n'a été accordée depuis celle relative aux Charbonnages de France.

Abschnitte 7 - 12: Keine Bemerkungen.

13. Polen:

Duttweiler:

Aus dem Referat über die Nationalisierungsentschädigungen ergibt sich, dass der Abschluss dieser Abkommen ein schlechtes Geschäft darstellte, insbesondere darum, weil die schweizerischen Eigentümer auf alle ihre Rechte verzichten mussten. Wenn wieder eine politische Aenderung in einem dieser Staaten eintreten sollte und das Privateigentum wieder anerkannt würde, so hätte der Schweizer infolge seines Verzichtes trotzdem seine Ansprüche verloren. Gewisse Eigentümer sollen nur etwa 2% ihres Eigentums erhalten haben.

Minister Troendle:

Es ist zuzugeben, dass von allen Nationalisierungsabkommen das polnische dasjenige ist, das am ungünstigsten funktioniert. Andere Länder mit ähnlichen Abkommen, wie z.B. Schweden, haben ihre Nationalisierungsentschädigung erhalten. Allerdings hatten sie 180 Mio. Kronen Investitionskredite gewährt, während die Schweiz nur einen Swingkredit von 7 1/2 Mio. Fr. eröffnet hat, der nicht einmal voll in Anspruch genommen worden ist. Wenn jedoch überhaupt keine Abkommen zustande gekommen wären, so hätten alle überhaupt nichts bekommen. Die Spekulation auf eine Aenderung des Regimes ist sehr ungewiss. Selbst im allerbesten Falle könnte das Eigentum nicht einfach an die früheren Besitzer zurückgegeben werden. Dies ist durch die seither erfolgte Entwicklung und die Verschiebung der Verhältnisse unmöglich geworden. Das gilt vor allem auch für die früher deutschen Gebiete. Wenn hier wieder einmal eine territoriale Aenderung eintreten würde, so wäre dies eine neue Staatensukzession, wobei die Frage der erhaltenen Entschädigung keine grosse Rolle spielen dürfte. Im weitern ist zu bedenken, dass Polen für die Entschädigung der schweizerischen Ansprüche nur 8 Mio. Schweizerfranken angeboten hatte. Wenn sich die Schweiz mit dieser Offerte begnügt hätte, so wären die Ansprüche durch die seitherigen Zahlungen vollumfänglich erfüllt. Das Funktionieren des Abkommens ist im weitern abhängig von den polnischen Kohlenlieferungen. Polen ist auch nicht etwa im Lieferverzug. Der schweizerische Markt kann die Kohle nicht aufnehmen, da die augenblickliche Preisentwicklung gegen unten die polnische Kohle ihrer Konkurrenzfähigkeit beraubt. Abgesehen von den Kohlelieferungen ist jedoch eine Besserung der beidseitigen Wirtschaftsbeziehungen festzustellen. Im weitern wird auch eine Erhöhung der Abspaltungsquote angestrebt, wobei allerdings sehr grundsätzliche Widerstände zu überwinden sein werden.

Abschnitte 14 - 18: Keine Bemerkungen.

Die Kommission stimmt dem Bericht einstimmig zu.

Als Referenten werden bezeichnet:

für die deutsche Sprache:	der Präsident,
für die französische Sprache:	Nationalrat Rosset.

Diskussion zum Traktandum 7 wird nicht benützt.

Traktandum 5: Die schweizerisch-französischen
Wirtschaftsbeziehungen

Minister Hotz:

Es war vorhin vom Drei-Phasen-System die Rede, wie es in der Schweiz gehandhabt wird. Wenn Frankreich im Falle der Aepfel das gleiche macht, so wirkt sich dies für uns sehr unangenehm aus. Herr Bundesrat Petitpierre erreichte durch seine persönliche Intervention im Herbst des letzten Jahres, dass das Abkommen unverändert verlängert wurde. In dem Abkommen war jedoch kein mengenmässiges Aepfelkontingent vorgesehen, sondern lediglich ein Pro memoria-Kontingent. Frankreich befindet sich in einer schwierigen Lage. Immerhin haben sich unsere Beziehungen gesamthaft betrachtet nicht so schlecht entwickelt. Die Importe aus Frankreich sind in den Jahren 1952/53 ungefähr auf gleicher Höhe geblieben. Trotzdem ist es gelungen, unsere Exporte zu erhöhen. Dies schliesst selbstverständlich nicht aus, dass bei gewissen Kategorien Härten bestehen, so bei den schon zur Sprache gekommenen Kanada-Reinetten. Aber auch das Uhrenkontingent ist noch ungenügend. Im grossen und ganzen ist die Schweiz jedoch nicht schlecht weggekommen im Verkehr mit Frankreich, vor allem wenn man unsere Lage mit derjenigen anderer Handelspartner Frankreichs, wie Grossbritannien, die Niederlande und Italien vergleicht.

In der OECE herrscht derzeit Verstimmung über Frankreich, da es immer noch nicht in der Lage ist, die Liberalisierung wieder einzuführen. Unser Land geniesst praktisch auf Grund der Kontingentsliste eine 60%ige Liberalisierung für die Ausfuhr nach Frankreich. Die Einführung einer 50%igen Liberalisierung würde somit für uns keine wesentliche Besserstellung bringen.

Traktandum 4: Stand der Schweiz innerhalb der
OECE und der EZU

Minister Hotz:

a) Liberalisierung

Die Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (OECE) hat in der Befreiung des Handels von Einfuhr- und Devisenhemmungen grosse Fortschritte zu verzeichnen. Im Durchschnitt aller Staaten beläuft sich die Liberalisierung auf fast 80%. Auch Grossbritannien ist wieder auf 75 % gelangt. Eine Ausnahme macht lediglich Frankreich. Unter dem Druck der USA soll nunmehr noch

weitergegangen werden. Auch von der Schweiz wird verlangt, dass sie die letzten nicht liberalisierten 8% freigibt. Dies würde jedoch den unserer Landwirtschaft gegebenen Zusicherungen widersprechen. Wir werden uns für unsere Lage zu wehren haben, wobei wir jedoch mit guten Argumenten fechten können (niedere Zölle, gesunde Währung, liberale Einfuhrpolitik, auch für landwirtschaftliche Waren, usw.). Einen andern Angriffspunkt, den wir zu verteidigen haben, ist das Drei-Phasen-System. Hier werden wir eventuell sogar von der Waffe des Vetos Gebrauch machen müssen. Immerhin dürfen wir darauf hinweisen, dass wir auch für die geschützten Landwirtschaftspositionen den interessierten Staaten angemessene Kontingente eingeräumt haben. Eine vernünftige Kontingentierung zum Schutz der Landwirtschaft ist immer noch besser als hohe Schutzzölle. Grossbritannien hat dieses Problem durch die Ansetzung von Präferenzzöllen für Mitglieder des Commonwealth gelöst.

b) Zahlungsunion

Die Zahlungsunion (EZU) stösst auch in der Schweiz zunehmend auf Kritik. Es darf jedoch nicht vergessen werden, dass der Anschluss der Schweiz an die Weltwirtschaft durch ihr Mitmachen in der EZU ermöglicht wurde. Diese Union ist nicht lebensfähig ohne gewisse Kredite, die den Preis für unser Mitmachen darstellen. Die erste Quote sah 1640 Mio. Franken Kredit und Goldzahlung und die Rallonge weitere 125 Mio. Franken vor. Am 1. März waren noch 200 Mio. Franken verfügbar. Mit Hilfe einer in Aussicht genommenen Kreditoperation mit Italien, die über den Clearing geleistet werden soll, hoffen wir die Quote wiederum auf 400 Mio. zu erhöhen. Die seinerzeitige Befürchtung, dass die Quote schon Ende März aufgebraucht sein würde, wird sich somit nicht bewahrheiten, sondern sie wird voraussichtlich bis zum Herbst reichen. Der Bundesrat wird dem Parlament eine neue Botschaft über die Erhöhung der Quote auf die Juni- oder Herbst-Session unterbreiten. Wenn wir seit 1950 für ca. 900 Mio. Franken Kredite gewährt haben, so darf dies nicht bedenklich stimmen. Unsere Hauptguthaben bestehen gegenüber Frankreich und Grossbritannien, die uns noch nie etwas schuldig geblieben sind. Zur Sicherstellung allfälliger Verluste bei kleineren, weniger sicheren Schuldnern wird ein Risikofond geüfnet, der bereits 30 Mio. Franken erreicht hat. Als Gegenwert für diese Kredite haben wir im Land ein hohes Mass an Prosperität eingetauscht ohne die Ausführung von Notstandsarbeiten und andern Behelfen. Es bestehen zwar eine Anzahl Projekte, die Kreditgewährung des Staates vermehrt auf die Privatwirtschaft umzulagern. Dies erweist sich jedoch in der Praxis als sehr schwierig. Von der EZU profitiert nämlich nicht nur die Exportindustrie, sondern auch der Reiseverkehr, das Transportgewerbe, das Baugewerbe und indirekt überhaupt die gesamte

Volkswirtschaft. Bei einer allfälligen Umlagerung der Kredite auf die Privatwirtschaft erwies sich daher das Problem der Verteilung bisher als unlösbar.

Wenn der Uebergang zur vollen Konvertibilität möglich ist, dann würde diese Schwierigkeit mit einem Schlag hinwegfallen, da dann keine staatlichen Kredite mehr erforderlich sind. Es ist jedoch sehr fraglich, ob dies in der nahen Zukunft der Fall sein wird.

Diskussion zu Traktandum 5

Bühler:

Die Verhandlungen mit Frankreich haben ein günstiges Resultat gezeitigt. Es stellt sich jedoch im Verkehr mit diesem Land noch ein anderes Problem. Als Frankreich die Liberalisierung einführte, hat es gleichzeitig von einer Reihe von Waren hohe Zölle sowie zusätzlich diverse Taxen festgelegt. Nachdem nunmehr die Liberalisierung weitgehend zurückgenommen wurde und der Verkehr sich wieder im Rahmen von Kontingenten abwickelt, muss man sich fragen, ob diese Zölle und Taxen immer noch notwendig sind.

Rosset:

souligne l'insuffisance des contingents de montres.

Der Präsident:

Auch die Textilindustrie beklagt sich, dass Frankreich als einer der ältesten Kunden nur ungenügende Kontingente zur Verfügung stellt.

Minister Hotz:

zu Bühler

Die zukünftigen Zollverhandlungen mit Frankreich werden sehr schwierig sein. Frankreich besitzt zurzeit ein überhöhtes inflatorisches Preisniveau. Eine Abwertung wird nicht zu vermeiden sein.

zu Rosset

Die Begehren der Uhrenindustrie gegenüber Frankreich sind vom rein bilateralen Standpunkt aus durchaus berechtigt. Das Kontingent beträgt nur 7 Mio. Schweizerfranken, während es normalerweise 25 Mio. erreichen sollte. Die Uhreneinfuhr stellt jedoch auch in Frankreich eine politische Frage dar, da die französische Uhrenindustrie die schweizerische Konkurrenz sehr fürchtet. Unsere Bemühungen zur Erhöhung des Kontingentes werden wir fortsetzen.

zum Präsidenten

Auch die Interessen der Textilindustrie werden bei uns in den Verhandlungen mit Frankreich auf das energischste verteidigt. Wir sind uns bewusst, welche Wichtigkeit dem Absatzmarkt Frankreich für die Textilindustrie schon im Hinblick auf das Modezentrum Paris zukommt. Leider sind jedoch die Aussichten für die nächste Zeit nicht sehr gut. Wenn in den krassesten Fällen gewisse Korrekturen nach oben erwirkt werden können, so dürfte dies schon das Maximum des Erreichbaren darstellen.

Diskussion zu Traktandum 4Rosset

aimerait avoir des précisions sur l'ouverture d'un crédit à l'Italie.

Minister Hotz:

Es wird sich um ein privates Anleihen durch verschiedene Banken in der Höhe von 100 Mio. Franken ohne Staatsgarantie handeln. Die besondere Art und die Nebenbedingungen der Gewährung dieser Anleihe würden jedoch erwirken, dass unser Saldo sich um das Doppelte verbessern würde.

Hauser:

Was wird von der Schweiz aus unternommen, um den internationalen Kreditmechanismus baldmöglichst wieder zum Spielen zu bringen?

Bühler:

Für die Exportindustrie ist die EZU von lebenswichtiger Bedeutung. Die herrschende Konjunktur ist zum grossen Teil der EZU zu verdanken.

Werden wir uns am internationalen Gespräch über die Wiedereinführung der Konvertibilität ebenfalls beteiligen?

Schmid:

Die Geldflüssigkeit in der Schweiz ist gross. Die Reingewinne der Exportwirtschaft sind bedeutend. Es sollte daher möglich sein, die vom Bund gewährten Kredite auf die Teile zu überwälzen, die in erster Linie davon profitieren. Werden die diesbezüglichen Möglichkeiten geprüft?

Duttweiler:

Die privaten Darlehen, die von der Schweiz aus über die EZU ins Ausland gewährt werden und im Zeitpunkt der Hingabe eine Entlastung unserer Kreditorenposition bewirken, müssen doch auch wieder einmal zurückkommen, wobei dies ebenfalls über den gebundenen Zahlungsverkehr wird erfolgen müssen. Es dürfte daher äusserst nützlich sein, eine Aufstellung über diese Kredite und die Fälligkeit ihrer Rückzahlungen zu besitzen.

Die Zahlungsunion stellt nach wie vor ein wichtiges Instrument der europäischen Wirtschaft dar. Ein Austritt unseres Landes ist nicht vorstellbar. Um die mit der Kredit-hingabe verbundenen Risiken zu vermeiden, sollte man jedoch die Erhebung einer obligatorischen Exportrisikoprämie prüfen, mit deren Hilfe ein Fonds geäufnet werden könnte, der höhere Beträge ergäbe als sie auf Grund der bisherigen Abspaltung erzielt werden.

Minister Hotz:zu Hauser

Die EZU soll nach unserer Meinung nicht einfach unverändert verlängert werden. Vielmehr sollte der Kreditmechanismus verschärft werden, indem das Verhältnis Gold/Kredit zu ungunsten des Kredites verschoben würde. Dies würde dazu beitragen, den Uebergang zur Konvertibilität vorzubereiten.

zu Schmid

Die EZU stellt ein Aushilfsmittel dar, um die verschiedenen Währungen untereinander auswechselbar zu gestalten. Dies ist jedoch eine Aufgabe des Staates. Die erforderlichen Mittel werden somit über die Steuern aufgebracht, wobei naturgemäss diejenigen Kreise, die in der Zeit der Konjunktur hohe Gewinne erzielen, ihren entsprechend grossen Beitrag über diese Steuern zu leisten haben. Das Problem der Ablösung der staatlichen Kredite durch Private ist schon oft geprüft worden. Bis jetzt konnte jedoch keine befriedigende Lösung gefunden werden.

zu Duttweiler

Ueber das Ausmass und die Rückwirkungen der privaten über die EZU geleisteten Kredite wird in der Botschaft, die anlässlich der Verlängerung der EZU verfasst wird, Auskunft gegeben werden. Es ist jedoch unwahrscheinlich, dass diese Kredite direkt zur Rückzahlung gelangen werden. Vielmehr ist zu erwarten, dass sie in eine andere Form umgebaut werden. Die Kredite stellen im übrigen einen Solidaritätsbeitrag an die internationale Zusammenarbeit dar, von der für die Schweiz enorm viel abhängt.

Schmid:

Die Frage der EZU-Kredite stellt nicht nur ein währungspolitisches Problem dar, sondern auch ein solches der Finanzen. Man wird daher doch nochmals prüfen müssen, ob nicht durch Prämien auf dem Export in vermehrter Masse an die Unkosten beigetragen werden kann, die dem Staat aus der Gewährung dieser Kredite erwachsen. Eine derartige Prämie wäre in der gegenwärtigen Zeit der Hochkonjunktur sicher **tragbar**.

Steiner:

Bei Auflösung der EZU wird das Guthaben der Schweiz auf die verschiedenen Gläubiger aufgeteilt. Daraus scheint sich noch keine für uns besonders gefährliche Situation zu geben, nachdem ja die Hauptgläubiger Frankreich und Grossbritannien sind. Dass gewisse Erschwerungen für die Inanspruchnahme weiterer Kredite erwogen werden, ist begreiflich. Die Hemmungen sollten jedoch mit Rücksicht auf die allfälligen Auswirkungen nicht allzu gross angesetzt werden, da sonst Rückwirkungen auf die Bestellungen des Auslandes und damit auf den Beschäftigungsgrad eintreten können.

Le Président de la Confédération:à Schmid

Une certaine coopération internationale est une nécessité absolue pour la Suisse. C'est à l'Etat qu'il appartient de la réaliser. Il serait d'ailleurs impossible de fixer avec quelques précision qui profite de l'U.E.P. pour arriver à une répartition des risques. Avant la guerre c'était l'économie privée qui s'occupait du placement des crédits. Actuellement ces crédits sont octroyés par les Etats, par l'entremise de l'U.E.P.

Duttweiler:

Die Mitteilung, dass die Kredite in der Regel nicht zurückbezahlt werden, vermag mich nicht zu beruhigen. Die Erhebung einer Exportrisikoprämie würde zur Verminderung der Risiken beitragen. Wenn es Industriezweige gibt, die Mühe

hätten, diese Abgabe zu entrichten, könnte man sie davon entbinden oder ihnen aus dem Fonds eventuell sogar Zuschüsse gewähren. Der früher gehörte Einwand, dass eine Exporttriskoprämie internationale Schwierigkeiten bereiten würde, ist heute nicht mehr erhoben worden.

Der Präsident

spricht Minister Hotz die Anerkennung der Kommission für seine langjährige erfolgreiche Arbeit im Dienste des Bundes aus und dankt insbesondere für die der Kommission gebotenen Referate und Aufklärungen.

Minister Hotz

dankt seinerseits für die freundlichen Worte.

Traktandum 2 und 3

Referat Direktor Zipfel vergleiche Beilage.

Eintretensdebatte zum ersten Bericht des Bundesrates über die Massnahmen zur Sicherstellung der Landesversorgung.

Duttweiler:

Die Pflichtlager stellen eine Verteidigungsmassnahme dar und sind somit Bestandteil der Landesverteidigung. Die Kosten sollten daher wie diejenigen für Rüstungsausgaben über die Steuern nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der verschiedenen Kreise umgelagert werden, statt, wie bisher, durch die Erhebung von den Verkaufspreis des Produktes belastenden Einfuhrabgaben erhoben werden.

Wie verhält es sich wohl mit den Haushaltvorräten? Diese dürften schätzungsweise höchstens noch 10% betragen. Es ist zu begrüssen, dass die Pflichtlager an Kakao teilweise freigegeben worden sind, um der Preishausse zu begegnen. Bei Kaffee ist die Situation etwas verschieden, da die Hausse von längerer Dauer sein wird. Eventuell empfiehlt es sich jedoch, den Uebergang zu mildern durch Freigabe gewisser Quantitäten aus den Pflichtlagern. Die Versorgung an Benzin und Heizöl ist immer noch ungenügend. Pflichtlager an diesen Treib- und Brennstoffen sollten in Unterwassertanks angelegt werden

Le Président de la Confédération:

Les mesures prises en matière de stocks obligatoires ont donné les résultats qu'on en attendait. La libération d'une partie du stock obligatoire de cacao ne doit pas être considérée comme un précédent pour des cas futurs où le commerce privé n'aurait pas pris ses précautions.

La consommation de benzine a énormément augmenté, ce qui nécessite des stocks obligatoires importants. La situation n'est pas encore très bonne dans ce domaine. Les tanks qui ont été construits se trouvent en surface ou dans le roc. Nous manquons encore d'expérience au sujet des citernes sous-marines. Nous sommes prêts à examiner cette possibilité et serons reconnaissants à M. Duttweiler de nous faire parvenir les données et détails qui sont à sa disposition.

Direktor Zipfel:

Für die Kostenverteilung der Pflichtlagerhaltung bestehen verschiedene Möglichkeiten und Systeme:

1. Das amerikanische System: Die Pflichtlager werden von Staates wegen angelegt. Je nach der Entwicklung der Wirtschaftslage erweist sich dieses Vorgehen als günstig oder ungünstig, da der Staat die Preisrisiken trägt. Eine grosse Gefahr dieses Systems besteht auch darin, dass der Staat weitgehend die Preise manipulieren kann.
2. In den nordischen Staaten bestehen keine staatseigenen Lager. Hingegen hat sich der Staat zur Deckung der Risiken und Unkosten verpflichtet.
3. Das schweizerische System eines Garantiefonds durch Abspaltung einer Prämie bei der Einfuhr. Bis jetzt hat der Fonds Einnahmen von 171 Mio. Fr. und Ausgaben von 146,4 Mio. Fr. zu verzeichnen. Die Verwaltungskosten erreichen lediglich 1,37 %. Durch die Ueberwälzung der Prämien auf den Konsumenten entrichtet dieser eine Versicherungsprämie für die Zeiten der Not. Die Ersetzung dieser Finanzierungsart durch eine neue Steuer wäre recht schwierig. Der Saldo des Fonds beläuft sich auf ca. 24,6 Mio. Franken. Hinzu kommt noch eine Sicherheitsmarge von ca. 30 Mio., um welche die vorhandenen Vorräte abgeschrieben werden sind.

Die Schätzung, dass 10% der Haushaltungen über Haushaltvorräte verfügen, dürfte noch reichlich hoch sein. Die letztes Jahr von uns unternommene Aktion hatte praktisch überhaupt keinen Erfolg.

Zurzeit verfügen wir über 680'000 Tonnen Tanklagerraum, wovon 160'000 Felsenlager sind. Letztere sind sehr teuer in der Errichtung. Die Armee verlangt die Haltung einer Kriegsreserve an Treibstoff für 6 Monate. Dies stellt bei den Bedürfnissen einer modernen Armee eine enorme Menge dar. Ein neues Tankbauprogramm von 250'000 Tonnen ist in Vorbereitung.

Ein Nichteintretensantrag liegt nicht vor.

Von der Detailberatung wird kein Gebrauch gemacht.

Der Bericht wird antragsgemäss genehmigt.

Diskussion über Traktandum 3: Botschaft des Bundesrates betreffend Massnahmen zur Sicherstellung der Landesversorgung.

Obrecht:

Das Problem Ems (Horag) steht im Zusammenhang mit den Pflichtlagern an Treibstoffen. Nachdem offenbar eine Uebergangsordnung getroffen werden soll, würde es interessieren, wo der Bundesrat die Rechtsgrundlage für diese Massnahme findet. Es besteht insbesondere die Befürchtung, dass in dem zu verlängern den Beschluss wieder ein Beimischungszwang vorgesehen ist.

Le Président de la Confédération:

Il serait peut-être opportun d'inscrire le problème d'Ems à l'ordre du jour d'une prochaine séance de la commission. Le problème consiste, après la décision du Conseil fédéral, à écouler 8'000 tonnes de méthanol pendant la durée de deux ans. Nous avons renoncé à prévoir la "Beimischung" obligatoire dans le texte de la loi, en préparation, sur le ravitaillement du pays en période difficile.

Die Botschaft wird antragsgemäss genehmigt.

Als Berichterstatter werden bestimmt:

für die deutsche Sprache:	Der Präsident,
für die französische Sprache:	Nationalrat Rosset.

18.20 Uhr: Unterbruch der Sitzung.

Wiederaufnahme der Sitzung: 5. März, 08.00 Uhr.

Tractandum 6Le Président de la Confédération:

Les relations économiques avec les Etats-Unis sont de première importance pour la Suisse. Notre balance commerciale a été, exceptionnellement, active pour l'année 1953. Les droits de douane américains s'élèvent en moyenne à 27 % contre une moyenne de 7 ou 8 % en Suisse.

Le rapport Randall a une tendance plutôt libérale. Il est très vivement contesté. Voici, à ce propos, quelques passages d'un rapport que nous avons récemment reçu:

"Letzte Woche hat das Weisse Haus bekanntgegeben, dass Clarence Randall, der Vorsitzende der Kommission für Aussenwirtschaftspolitik, den Posten eines Sonderberaters von Präsident Eisenhower übernehmen werde. Es wird Randalls Aufgabe sein, zusammen mit dem wirtschaftlichen Stab des Weissen Hauses das dem Kongress zu unterbreitende handelspolitische Programm der Administration zu formulieren. Bis jetzt hat es Präsident Eisenhower vermieden, zu den Randall-Empfehlungen Stellung zu nehmen. Er hat den Bericht allen an der Aussenhandelspolitik interessierten Regierungsstellen zum Studium und zur Vernachlässigung übergeben. Es ist aber immer noch nicht klar, ob er nachher auf Grund des Kommissionsberichtes dem Kongress eine spezielle Botschaft zu unterbreiten gedenkt. Wie zu vernehmen ist, sind die politischen und wirtschaftlichen Ratgeber Eisenhowers in bezug auf die Formulierung eines aussenwirtschaftlichen Kurses sehr geteilter Meinung. Der Präsident soll auch in seinem Kabinett, ähnlich wie Randall in seiner Kommission, auf nicht zu übersehende protektionistische Widerstände stossen. Die Ernennung Randalls zu einer Schlüsselposition im Weissen Haus wird daher von den liberalen Kreisen, die wegen der etwas unsicheren Haltung der Administration und der zweifelhaften Chancen im Kongress bereits die Köpfe hängen lassen, sehr begrüsst."

Une minorité demande que les prix des produits étrangers soient ajustés aux prix de revient américains par le moyen des droits de douane.

L'exportation en Amérique de montres et de mouvements terminés est très importante. Elle représente, en valeur, environ le tiers de nos exportations totales; elle est en constante augmentation. Ceci est un des motifs des interventions des milieux intéressés. Le problème est aggravé par un conflit particulier entre une fabrique américaine établie en Suisse et les membres de la convention.

Les griefs formulés en Amérique contre l'industrie horlogère suisse sont, en particulier, les suivants: il s'agit d'une industrie fortement influencée par l'Etat et elle a forme de trust. Or, l'organisation de l'industrie horlogère

date de 1934. Il est curieux qu'on constate seulement vingt ans après que cette organisation soit ce qu'elle est. L'autre grief est inexact. Le Conseil fédéral n'intervient guère dans l'industrie horlogère. Il surveille l'ouverture de nouvelles fabriques, des engagements de personnel et l'exportation des ébauches et des machines horlogères spéciales.

On ne saurait prévoir l'issue du conflit; il ne faut pas oublier qu'il y a en Amérique une tendance très nette à faire disparaître les trusts et les cartels. Ce qui n'est pas admissible en revanche, c'est que dans les enquêtes menées aux Etats-Unis soient incluses des entreprises suisses. Un état étranger n'a pas le droit d'enquêter sur des maisons étrangères qui ont leur siège à l'étranger. Nous prenons les mesures de défense nécessaires. Notre Département suit le développement de la situation en étroite collaboration avec le Département politique et celui de Justice et Police. Ce qui sera très important, ce sera le travail d'information qui reste à faire à l'intention du public américain. Le groupement de tous les renseignements destinés à M. le Ministre Bruggmann est confié à M. le Ministre Schaffner.

Un autre grief formulé à l'adresse de nos exportateurs est le prix relativement bas de nos produits. Cette thèse est défendue par les milieux protectionnistes et par certains chefs syndicalistes. La situation des entreprises horlogères américaines semble pourtant bonne. L'argument le plus difficile à réfuter est que les importations excessives seraient un danger pour la défense militaire américaine, qu'elles empêcheraient le développement d'une industrie indigène appropriée. Ainsi les fabriques américaines ne disposeraient pas en temps de guerre d'un personnel suffisant pour fabriquer les montres et appareils de précision. Une expertise, en cours, devra démontrer qu'il suffit que les fabriques disposent d'un certain cadre de direction et d'ouvriers qualifiés pour être en mesure d'augmenter la fabrication avec des ouvriers non qualifiés. Il s'agira de démontrer qu'il n'y a pas de danger de ce côté-là.

Le risque est constitué par la possibilité d'un relèvement des droits de douane américains de 35 à 70 %.

Une mesure pareille mettrait les fabriques suisses à dure épreuve. Une autre menace est celle du contingentement des importations horlogères suisses. Cette mesure serait aussi fort désagréable. Les contingents seraient vraisemblablement calculés sur les chiffres les moins favorables, c'est-à-dire sur ceux des années de la période de guerre ou d'avant guerre.

Les "hearings" des commissions parlementaires américaines se sont terminés sans conclusions précises. Une commission spéciale du Congrès s'occupera maintenant du problème. La décision finale appartiendra au Président Eisenhower.

Der Präsident:

Anlässlich meines Aufenthaltes in den Vereinigten Staaten hörte ich die Einwendung, dass anlässlich der letzten Verhandlungen über die Uhrenfrage eine Abmachung getroffen worden sei, dass die Uhrenexporte sich quantitativ ungefähr im Rahmen der damaligen Exportmengen bewegen sollen, also innerhalb gewisser Plafonds. Diese Zusicherung sei nunmehr durch die massiven schweizerischen Exporte nicht eingehalten worden.

Le Président de la Confédération:

Il est exact que du côté des fabricants une déclaration avait été faite que selon toute vraisemblance les exportations à destination des Etats-Unis ne seraient pas augmentées. Mais il ne s'agit nullement d'une assurance formelle, ni d'une convention quelconque, ni même d'un "gentlement agreement".

Steiner:

Selbst wenn keine bindende Abmachung vorliegt, so wird doch von amerikanischer Seite aus das Argument benutzt werden. In der Schweiz besteht ebenfalls die Auffassung, dass die Exporte nach den USA nicht noch mehr gesteigert werden sollten. Es ist auch festzustellen, dass sich die schweizerische Uhrenindustrie um die amerikanischen Antitrust-Bestimmungen wenig gekümmert hat. Sie hat sich in dieser Beziehung teilweise unklug verhalten und Fehler begangen, die hätten vermieden werden können, statt die Schwierigkeiten noch zu vermehren. Die amerikanische Uhrenindustrie zahlt höhere Löhne und beklagt sich daher über den ungleichen Wettbewerb. Dieser Punkt wird schwer zu korrigieren sein, da immerhin 2/3 der schweizerischen Uhrenexporte nicht nach den USA, sondern nach andern Ländern gehen, wo die Konkurrenz, insbesondere der deutschen Uhren, sehr spürbar ist. Es ist sehr zu hoffen, dass das Problem des Uhrenexportes nach den Vereinigten Staaten im Interesse unseres Landes eine befriedigende Regelung findet.

Traktandum 8: Handelsvertrag mit der
Tschechoslowakischen Republik

Minister Troendle:

Dem Handelsvertrag mit der Tschechoslowakei kommt nicht die gleiche Bedeutung zu, wie sie derartige Verträge noch vor 20 und 30 Jahren besaßen. Früher handelte es sich dabei um hochwertige Instrumente, die auf Grund oft langjähriger Verhandlungen zustande kamen, Zollkonzessionen enthielten und für eine lange Vertragsdauer abgeschlossen waren. Die Ueberlegungen, die zum Abschluss des vorliegenden Vertrages führten, waren ganz anderer Natur. Es handelte sich darum, eine sich bietende Gelegenheit zu benützen, um im Hinblick auf die

Revision unseres Generalzolltarifs auf elegante Weise von noch bestehenden Zollbindungen befreit zu werden. Die Initiative zum Abschluss des Vertrages ging von tschechoslowakischer Seite aus, da diesem Staat an der Anerkennung seiner Organisationen als juristische Personen und an der Aufnahme einer Arrestschutzklausel gelegen war. Verträge mit Arrestschutzklauseln haben wir bereits mit Ungarn und Rumänien abgeschlossen, die sich bewährt haben. Die Arrestklausel in Art. 13 hat vor allem prohibitive Wirkung, indem keine Arreste mehr verlangt werden. Wird ein Arrest verlangt, so hat das Eidgenössische Politische Departement ein Einspracherecht. Das Vorgehen spielt sich auf Grund eines allfälligen Rekurses vor dem Bundesgericht im verwaltungsrechtlichen Verfahren ab. Ohne diese Bestimmung riskieren wir unangenehme diplomatische Folgen von Arrestnahmen, da der ausländische Staat sich in der Regel weigert, vor einem schweizerischen Gericht anzutreten und sich dafür völkerrechtlich schadlos hält. Die gleiche Materie ist in andern Fällen in Notwenwechseln geregelt worden.

D i s k u s s i o n

Schmid:

Welche Bedeutung kommt der in Art. 1 vorgesehenen Wohlwollensklausel zu?

Warum statuiert Art. 8 einen Verzicht auf die Ursprungszeichen, welches ist die materielle Bedeutung des Art. 10 lit.d?

Grandjean:

Y a-t-il des possibilités d'importer du bois en grumes de provenance tchécoslovaque?

Minister Troendle:

zu Schmid

Bei der Formulierung des Art. 1 handelt es sich um einen terminus technicus, wie er in allen Verträgen gebräuchlich ist.

Dass die Ursprungszeichen als fakultativ erklärt worden sind, hat seinen Grund vor allem darin, dass die Tschechoslowakei Mitglied des General Agreement of Tariffs and Trade (GATT) ist und dieses Abkommen eine Klausel enthält, gemäss welcher Ursprungszeichen nicht verlangt werden sollen. Die Schweiz hätte übrigens auch keine gesetzliche Grundlage, um Ursprungszeichen zu verlangen.

Dem Reparaturverkehr kommt keine grosse Bedeutung zu. Immerhin soll durch Art. 10 lit. d die Möglichkeit der zollgebührenfreien Ein- und Ausfuhr geschaffen werden.

à Grandjean

Pour le moment nous ne disposons pas de contingents pour l'importation de bois en grumes tchécoslovaque. Il y aurait environ 20'000 m³ disponibles. Les discussions sont en cours. Malheureusement les différents importateurs suisses font la surenchère et ont ainsi fait hausser les prix. Pour surmonter les difficultés, ils sollicitent une prime à l'importation.

Devenoge:

Quelles sont les possibilités d'exportation de bétail d'élevage?

Minister Troendle:

Ce problème nous a causé beaucoup de soucis. Actuellement nous exportons du bétail de boucherie en Hongrie. La Tchécoslovaquie avait fait des expériences malheureuses avec le bétail d'élevage suisse, sans que la faute fût du côté suisse. Nous espérons pouvoir éventuellement reprendre les exportations à destination de la Yougoslavie.

Obrecht:

Warum werden an die ehemaligen Eigentümer von Schweizerbesitz in der Tschechoslowakei keine neuen à conto-Zahlungen ausgerichtet, nachdem die Nationalisierungsentschädigungen pünktlich eintreffen?

Minister Troendle:

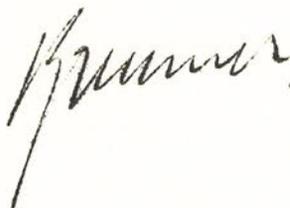
Die Tschechoslowakei hat bis heute effektiv 64,3 % der gesamten Entschädigungssumme von 71 Mio. bezahlt und damit ihre laufenden Verpflichtungen pünktlich erfüllt. Wenn schweizerischerseits der eingetroffene Betrag noch nicht zur Gänze verteilt worden ist, so liegt dies daran, dass die Nationalisierungskommission noch nicht über alle Unterlagen verfügte, die für die Bewertung der Objekte erforderlich waren. Seit November ist die Kommission nunmehr im Besitz aller Angaben, auch derjenigen aus der Tschechoslowakei. Sie bemüht sich, die Bewertung vorzunehmen, was jedoch eine oft recht schwierige Angelegenheit ist. Provisorische Auszahlungen können keine mehr geleistet werden, da sonst die Gefahr besteht, dass gewissen Ansprechern zu viel ausbezahlt wird.

- 30 -

Die Kommission beschliesst einstimmig, dem Nationalrat die Genehmigung des Entwurfes zum Bundesbeschluss zu beantragen, der den Bundesrat zur Ratifizierung des Handelsvertrags ermächtigt. Es wird schriftliche Berichterstattung beschlossen.

Schluss der Sitzung: 09.30 Uhr.

Der Protokollführer :



Beilage